

A-t-il reçu des rapports des Pères Doheny, les prêtres irlandais qui viennent de rentrer de la région est du Nigéria où ils ont servi pendant 15 ans et selon qui une action internationale s'impose de toute urgence pour persuader le gouvernement du Nigéria d'accepter un ravitaillement aérien massif sans plus tarder? Quelles mesures, s'il en est, le gouvernement prendra-t-il à la suite de ces rapports?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai eu le plaisir de passer une bonne demi-heure avec ces messieurs et je dois dire que j'ai une grande admiration pour leur dévouement à la cause de leurs paroissiens. Ils m'ont décrit les conditions qui existaient il y a deux semaines quand ils ont quitté le Nigéria, en insistant sur la nécessité d'apporter des secours à ces gens. Je suis entièrement d'accord là-dessus.

M. David MacDonald (Egmont): J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dira-t-il où en est la publication du dernier rapport de l'équipe des observateurs?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il n'y a pas eu d'autres messages depuis mon rapport d'hier.

M. MacDonald: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il préciser, compte tenu de sa déclaration d'hier, qui a la responsabilité de ces rapports, et si nos propres observateurs ne sont pas tenus de rédiger ces rapports, puis de les rendre publics?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je le répète, ce sont des observateurs indépendants qui ne reçoivent pas de directives du gouvernement canadien. Ils agissent de leur propre chef et rapportent ce qu'ils ont vu, et c'est, j'en suis certain, ce que nous attendons d'eux. Ils ont leurs propres règles et, à mon avis, ces observateurs nous ont bien servis. D'après les rapports que j'ai vus récemment, je crois que nous continuerons à être bien servis et j'espère que mon ami partage mon opinion à ce sujet.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dirait-il si, conformément à la suggestion qui a été faite, il prie instamment le Nigéria d'utiliser, en plus d'Uli, les deux autres aéroports, Obill-a-goo et Ogua?

L'hon. M. Sharp: Je dois encore une fois répéter que je ne suis pas d'accord avec ceux

qui affirment que le gouvernement du Nigéria n'a pas pour les populations sous sa domination le même souci que nous dans ce Parlement. Si nous continuons à adopter une telle attitude condescendante et supérieure à leur endroit, inutile pour nous de compter obtenir la collaboration qui nous est, à mon avis, nécessaire.

LES DROGUES

LA MARIJUANA—PRÉSUMÉE DÉCLARATION RELATIVE À LA LÉGALITÉ

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social? Est-il exact que le ministre a déclaré hier que le gouvernement rendrait légal l'usage de la marijuana s'il s'avérait qu'une minorité raisonnable de Canadiens en font usage? Dans ce cas, qu'entend-il par une minorité raisonnable?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député sait que la question ne peut être posée de cette façon.

[Plus tard]

M. Nesbitt: Monsieur l'Orateur, puis-je reposer la question que j'ai adressée il y a un instant au premier ministre? Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social exposait-il la politique administrative en disant que le gouvernement légalisera l'emploi de la marijuana si l'on constate qu'une minorité suffisante de Canadiens en prennent? S'il en est ainsi, me dirait-il ce qu'il entend par une minorité suffisante?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre m'apprend qu'il n'a rien dit de pareil.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES FEMMES—LE SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL ÉGAL

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Travail. Étant donné la mesure législative dont le Parlement du Royaume-Uni est actuellement saisi et qui donnera enfin aux femmes de ce pays le droit à un salaire égal pour un travail égal, le ministre envisage-t-il de saisir le Parlement du Canada d'une mesure similaire au cours de la session actuelle pour le plus grand bien des femmes du Canada?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, j'avouerai franchement que tout en reconsidérant notre législation, nous attendons le rapport de la Commission royale d'enquête sur la condition